



MINISTÈRE DES ARMÉES

**DIRECTION D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE DE CAYENNE**

Division Projets
Pôle maîtrise d'œuvre

N° de projet : 25-02-014

N°COSI : 451 178

OBJET DU MARCHE

**GUYANE (973) - KOUROU
SITE BELIER
Rénovation du bâtiment 0014**

MAITRE DE L'OUVRAGE

MINISTERE DES ARMÉES

**C C T P
DISPOSITIONS GÉNÉRALES
COMMUNES A TOUS LES LOTS**

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DE L'OPERATION.....	4
1.1.	Objet du marché.....	4
1.2.	Description du site	4
1.3.	Amiante	4
1.4.	Ampleur des prestations	4
1.5.	Obligation de l'entrepreneur	5
2.	CONDITIONS D'ACCESSIBILITE AU CHANTIER	5
3.	ALLOTISSEMENT	6
3.1.	Sections techniques du Lot 1 - TCE :	6
3.2.	Sections techniques du Lot 2 – Fluides - Énergie :	6
4.	DOCUMENTS	6
4.1.	Documents techniques applicables au marché.....	6
4.2.	Plans joints au marché.....	6
4.3.	Pièces à fournir par les titulaires	7
4.3.1.	<i>Pendant la période de préparation des travaux.....</i>	7
4.3.2.	<i>Avant exécution des travaux.....</i>	7
4.3.3.	<i>En cours d'exécution des travaux</i>	8
4.3.4.	<i>Après achèvement des travaux.....</i>	8
5.	ÉSSAIS ET CONTROLES	8
6.	PREVENTION.....	9
7.	PROTECTION INCENDIE	9
8.	INSTRUCTIONS GENERALES	9
8.1.	Généralités.....	9
8.2.	Fournitures.....	9
8.3.	Provenance des fournitures	9
8.4.	Exécution des travaux.....	10
8.5.	Réception	10
8.6.	Contenu des prix.....	10
8.7.	Plans et documents écrits	10
8.8.	Règles générales d'exécution des ouvrages.....	11
8.9.	Qualités des matériaux utilisés	11
8.10.	Coordination, planification	11
8.11.	Mise en service, vérifications et réception	12
8.12.	Interfaces.....	12
8.13.	Garanties.....	12
8.13.1.	<i>Garantie des fournisseurs.....</i>	12
8.13.2.	<i>Garantie de fonctionnement.....</i>	12
8.13.3.	<i>Garantie d'exploitation.....</i>	13

8.14.	Limites de prestations	13
9.	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	14
9.1.	Installation des baraquements.....	14
9.2.	Panneau de chantier	14
10.	REUNIONS DE CHANTIER.....	14
11.	NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES.....	14

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. OBJET DU MARCHÉ

La présente opération a pour objectif la rénovation de locaux dans le bâtiment 0014 sur le site BELIER à KOUROU. Les travaux concernent 4 locaux situés dans ce bâtiment et incluent les corps d'état suivants :

- Maçonnerie - Gros œuvre (Lot 1);
- Menuiseries (lot 1);
- Peintures (lot 1);
- Courant fort et courant faible (lot 2);
- Climatisations (lot 2);

Les prestations liées à ce marché seront rémunérées à prix forfaitaires.

1.2. DESCRIPTION DU SITE

Le site Bélier constitue un point d'appui opérationnel important. Il est composé de :

- Bâtiment Technique et Opérationnel (0014) ;
- Bâtiment Hébergement (018).

Les réseaux présents sur site sont enterrés.

1.3. AMIANTE

Suite au Rapport d'Amiante Avant Travaux (RAAT) de 2016, il a été constaté la présence d'amiante sur les murs extérieurs du bâtiment 0014. Un retrait des matériaux contenant de l'amiante sera réalisé préalablement aux travaux du présent marché par l'intermédiaire d'un marché séparé.

1.4. AMPLEUR DES PRESTATIONS

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et avoir évalué la situation, l'importance et la nature des travaux à réaliser, ainsi que toutes les difficultés et sujétions susceptibles de découler de leur exécution.

Les renseignements fournis dans ce dossier ne constitue que des éléments d'information et devront être complétés sous la responsabilité de l'entrepreneur. Les pièces techniques et administratives imposent néanmoins à l'entrepreneur une obligation de résultats.

L'entrepreneur sera tenu d'exécuter les installations selon la technique qui juge la plus approprié, jusqu'à leur achèvement complet, conformes aux réglementations en vigueur et en état de fonctionnement.

Il devra apporter un soin particulier à l'exécution des raccords avec des matériaux du même type. De plus, l'entrepreneur restera responsable des conséquences de ses travaux sur la solidité des ouvrages, ainsi que des éventuelles traces ou fissures qui pourraient apparaître par la suite.

Les prestations à la charge des différents lots comprennent (liste non exhaustive) :

- les études et la réalisation forfaitaire des travaux ;
- les études avec notes de calcul, plans et détails d'exécution établis d'après le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- les modifications ou rectifications de plans en cours de chantier pour mise au point d'exécution ou modifications, y compris leurs incidences financières ;
- les installations nécessaires sur le chantier ;
- l'acheminement du matériel, ainsi que son repliement, y compris les appareils de mesure et de contrôle ;
- le nettoyage des zones d'intervention des différents lots à la fin de travaux ;

- les essais pour la réception de l'installation ;
- la documentation.

1.5. OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR

Le titulaire du marché assure envers l'administration une obligation de résultat et choisit les moyens qu'il juge nécessaire pour accomplir les prestations prévues. Dans ce cadre, il s'engage à :

- respecter la législation et la réglementation en vigueur ;
- exécuter tous les travaux de sa profession nécessaires et indispensables pour le parfait achèvement des travaux, tels qu'ils sont intégrés dans son offre de prix, sans exception ni réserve ;
- prendre en compte dans l'établissement de son prix les omissions, erreurs ou non-conformités avec la réglementation en vigueur constatées dans le dossier de consultation ;
- réaliser les travaux conformément aux règles de l'art, incluant toutes les fournitures, prestations et obligations prévues dans le présent CCTP ;
- prévoir toutes les sujétions, accessoires et équipements nécessaires pour garantir une installation cohérente en termes de fonctionnement, de sécurité et d'entretien ;
- apprécier l'importance et la nature des travaux et proposer, lors de la remise des offres, toute modification nécessaire pour une réalisation correcte des travaux ;
- informer le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) de toute non-conformité de certaines prestations prévues dans le marché avant leur exécution. Cette non-conformité, résultant soit d'une modification de la réglementation depuis la remise de l'offre, soit d'une anomalie du cahier des charges techniques, doit être portée par écrit par l'entrepreneur en annexe à la proposition de base, qui elle, doit rester conforme au cahier des charges techniques ;
- se conformer aux règlements intérieurs du site ;
- assurer la propreté du chantier, des abords et des accès ;
- assister aux réunions de chantier ;
- garantir la provenance et la qualité des matériaux.

2. CONDITIONS D'ACCESSIBILITE AU CHANTIER

Les travaux se dérouleront sur un terrain situé dans une enceinte protégée sur le site Bélier. L'accès au chantier se fera obligatoirement par le passage au poste de contrôle et de filtrage du site.

Les entreprises devront fournir et tenir à jour, pendant la durée des travaux, les listes suivantes :

- le personnel de l'entreprise et des sous-traitants, avec copies des pièces d'identités ;
- la liste des véhicules ayant accès au chantier, avec types et immatriculations.

Un contrôle primaire de l'ensemble des personnels amené à accéder au site sera effectué.

L'entreprise devra renseigner et fournir les demandes de contrôle primaire transmises par le maître d'œuvre.

3. ALLOTISSEMENT

Les travaux relatifs au présent marché sont divisés en 2 lots :

LOT N°	DESIGNATION
1	Tous Corps d'État
2	Fluides - énergie

Les dispositions générales du présent CCTP (ST 00 – Dispositions Générales Communes) s'appliquent à l'ensemble des lots.

3.1. SECTIONS TECHNIQUES DU LOT 1 - TCE :

ST 01	Maçonnerie - Gros Œuvre
ST 02	Menuiseries
ST 03	Peintures

3.2. SECTIONS TECHNIQUES DU LOT 2 – FLUIDES - ÉNERGIE :

ST 01	Électricité (courants forts et faibles) – Protection Incendie – Anti-Intrusion
ST 02	Climatisation - Ventilation

4. DOCUMENTS

4.1. DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ

Les documents techniques applicables au marché sont les suivants :

- le présent CCTP, ses plans et ses annexes ;
- les fascicules du CCTG, DTU, normes et Eurocodes applicables ;
- les documents publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) et relevant de la procédure de l'avis technique : cahiers et avis technique ;
- le Code du travail.

4.2. PLANS JOINTS AU MARCHÉ

Les plans joints au marché sont référencés ci-dessous :

- plan de situation ;
- plan de masse actuel ;
- plan de masse futur ;
- Plans de niveau et coupes – état actuel
- Plan de niveau RdC – état futur
- Plan de niveau 1^{er} étage – état futur
- Plan de niveau désamiantage

4.3. PIECES A FOURNIR PAR LES TITULAIRES

Les documents suivants sont à fournir par les différents intervenants.

4.3.1. *Pendant la période de préparation des travaux*

- les listes des personnels et véhicules pour l'accès au chantier ;
- les contrôles primaires et pièces d'identités des intervenants (le modèle sera fournis pas le maître d'œuvre) ;
- le planning détaillé d'exécution des travaux ;
- les PPSPS ;
- une notice explicative des installations et de l'organisation du chantier ;
- les dispositions particulières pour le stockage des matériels.
- les documents suivants sont également à fournir (liste non exhaustive) :

Lot	Sections techniques	Définition des documents techniques et échantillons
N°1	Gros œuvre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ plans de réservations et de détails ;
	Menuiseries	<ul style="list-style-type: none"> ▪ plans de réservations ; ▪ plans de détails ; ▪ fiches techniques : portes, quincaillerie, plafonds ; ▪ fiches techniques : plancher technique.
	Peinture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ fiches techniques.
Lot	Sections techniques	Définition des documents techniques et échantillons
N°2	CFA Protection incendie Anti-intrusion	<ul style="list-style-type: none"> ▪ bilan de puissance ; ▪ schémas électriques et unifilaires ; ▪ plans de réservations ; ▪ plans d'exécution ; ▪ fiches techniques : armoires, coffrets, protections, chemins de câbles, goulottes, luminaires, appareillages électriques, câblages, éclairage de sécurité, sécurité incendie, éclairages extérieurs, anti-intrusion ;
	Climatisation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ dimensionnement des appareils de climatisation ; ▪ plans de réservations ; ▪ plans d'exécution des ouvrages et détails ; ▪ schémas unifilaires, câblages, asservissements ; ▪ fiches techniques : climatiseurs, gaines, extracteurs.

Le maître d'œuvre se réserve la possibilité de demander par ordre de service des justifications complémentaires.

4.3.2. *Avant exécution des travaux*

Il est précisé que le visa donné par le maître d'œuvre n'atténue en rien la responsabilité des différentes entreprises intervenantes concernant la qualité des ouvrages ou le fonctionnement des matériels.

Toutes exécutions prématurées, faute d'avoir soumis les plans au visa du maître d'œuvre dans les délais impartis, se fera sous la seule responsabilité des différents titulaires. Les modifications qui pourraient être demandées seront entièrement à leur charge, y compris les conséquences d'un retard sur le planning des travaux.

Les entreprises ne pourront utiliser des matériaux autres que ceux prévus dans le CCTP, sauf autorisation écrite du maître d'œuvre. Le non-respect de cette prescription pourra entraîner, sur ordre du maître d'œuvre, la démolition et la reconstruction des ouvrages concernés, à la charge du titulaire.

Le maître d'œuvre pourra également exiger la présentation des justifications de provenance ou de qualité des matériaux utilisés sur le chantier.

4.3.3. *En cours d'exécution des travaux*

L'entrepreneur devra fournir :

- les plans des modifications éventuelles avec notices justificatives ;
- les rapports des essais et contrôles prescrits dans les lots techniques.

4.3.4. *Après achèvement des travaux*

Conformément à l'article 40 du CCAG/T, le titulaire du marché devra fournir au maître d'œuvre, lors de la demande de réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG/T :

- les spécifications de pose ;
- les notices de fonctionnement ;
- les prescriptions de maintenance des équipements mis en œuvre ;
- les conditions de garantie des fabricants attachés à ces équipements ;
- les constats d'évacuation des déchets.

Dans un délai maximum d'un mois après la réception, le titulaire du marché devra fournir au maître d'œuvre :

- les autres éléments du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

Les documents seront fournis en trois exemplaires papier et en version informatique sur clé USB, comprenant :

- les plans de recollement et autres documents conformes à l'exécution en trois (3) tirages de chaque plan, pliés au format A4 ;
- les documents énoncés ci-dessus, mis à jour et conformes à l'exécution ;
- les notices techniques de fonctionnement, les nomenclatures et séquences d'entretien des matériels installés, conformément aux prescriptions des normes françaises en vigueur, en trois (3) exemplaires.

Les plans devront être réalisés conformément au cahier des normes graphiques de la DID pour exploitant externe.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée en fonction des besoins. La non fourniture des documents précisés ci-dessus entraînera une retenue financière, selon les conditions définies dans le CCAP.

L'établissement des documents ainsi que les frais d'étude sont à la charge du titulaire du marché.

Présentation générale :

- langue : français, y compris documentations techniques ;
- textes dactylographiés, à l'exception éventuelle des notes de calculs ;
- préambule de présentation générale, avec nomenclature complète de tous les documents figurant dans le sous-ensemble ;
- sous-ensembles reliés de manière robuste, permettant une consultation facile de chaque document.

5. **ÉSSAIS ET CONTROLES**

Les conditions dans lesquelles les essais de contrôle et les épreuves sont réalisés sont définies aux articles 24 et 38 du C.C.A.G.

La nature des essais et contrôles est précisée dans le CCTP. Ceux-ci sont à la charge du titulaire, sous le contrôle du maître d'œuvre.

Tous les documents relatifs à ces essais et contrôles devront être soumis au visa du maître d'œuvre, qui pourra, chaque fois que nécessaire, faire appel aux services d'un vérificateur technique.

6. PREVENTION

Le titulaire du marché sera informé, par le chargé de prévention, des mesures de sécurité spécifiques au site et devra s'y conformer (plan de prévention).

7. PROTECTION INCENDIE

Le titulaire devra assurer, à ses frais et sous sa responsabilité, les mesures de protection contre l'incendie comportant la présence obligatoire sur son chantier d'un extincteur à mousse de 80 l efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins et véhicules employés.

De plus, il sera interdit d'allumer des feux nus sur le chantier.

Tous les travaux provoquant des points chauds feront l'objet d'un permis feu préalable.

Enfin, le titulaire désignera un responsable de la sécurité incendie pour le chantier. Ce responsable devra, à chaque arrêt des travaux, garantir l'extinction des feux et contrôler les mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'utilisation d'appareils divers et chalumeaux.

8. INSTRUCTIONS GENERALES

8.1. GENERALITES

Les prescriptions relatives aux travaux sont indiquées sur les plans et décrites dans le CCTP de chaque lot. Ces documents se complètent mutuellement et doivent être considérés comme un tout. Toute indication, description ou directive figurant sur l'un de ces documents s'applique à toutes les fournitures et tous les travaux correspondants et doit être observée tout au long de l'exécution, qu'elle figure ou non dans un autre document.

Chaque entreprise est tenue d'examiner, avant de soumettre son offre, l'ensemble des documents relatifs aux travaux à réaliser. Elle devra se mettre parfaitement au courant de toutes les conditions d'exécution. Aucune incompréhension prétendue concernant l'étendue, le type ou la qualité des installations à fournir suivant le présent devis ne sera prise en considération. La remise de l'offre implique l'acceptation de l'entrepreneur de toutes les directives, conditions et points énumérés.

8.2. FOURNITURES

Toutes les fournitures devront être neuves, de fabrication récente et de première qualité. Elles devront toujours correspondre en tous points aux échantillons approuvés, lorsque ceux-ci sont demandés.

8.3. PROVENANCE DES FOURNITURES

Lorsque le nom du fabricant, la marque et la référence du modèle (ou une seule de ces désignations) sont indiqués dans les documents écrits ou sur les plans, ces éléments déterminent le modèle des matériels ou des éléments prévus. L'entrepreneur devra soumettre, pour approbation, un matériel de type, qualité et emploi techniquement équivalents à celui indiqué.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de refuser une telle substitution si, à son avis, le matériel proposé n'est pas équivalent à celui indiqué.

L'entrepreneur reste entièrement responsable de tous les accessoires, travaux et modifications nécessaires ou demandés, pour assurer le bon fonctionnement des installations et leur entretien. Il doit également s'assurer de la faisabilité de la mise en place de ce matériel, en tenant compte de l'encombrement.

Si la substitution d'un matériel modifie les dispositifs des autres lots, entraînant une plus-value pour l'un des marchés, le supplément sera à la charge de l'entrepreneur.

8.4. EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les travaux devront être exécutés de la meilleure façon possible, proprement et dans le respect des normes françaises, des règles de l'art, des documents techniques du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), ainsi que des règlements en vigueur, par des ouvriers qualifiés et compétents.

8.5. RECEPTION

La réception de toutes les fournitures et de l'exécution des travaux ne sera prononcée qu'après l'achèvement complet des travaux. Toute autre approbation ne sera que préliminaire.

La réception des travaux sera prononcée après réalisation des essais et des réglages nécessaires. L'occupation des locaux ne constituera en aucun cas une réception des ouvrages.

La charge financière de la réception incombera à chaque lot (essais, mesures et validations, etc.), pour chaque équipement concerné.

8.6. CONTENU DES PRIX

L'exécution d'un lot devra être réalisé en parfaite collaboration avec les autres lots, en particulier ce qui concerne les réservations et les dates d'interventions pour la mise en place des boîtiers ou fourreaux.

Aucune entreprise ne pourra prétendre à une majoration en raison de sujétions découlant des travaux d'un autre corps d'état.

8.7. PLANS ET DOCUMENTS ECRITS

Les plans joints au présent Cahier des Charges montrent les lignes générales et l'étendue de l'installation à réaliser. Toutefois, l'emplacement exact et la disposition de chaque partie seront déterminés au cours des travaux, de manière à les positionner de façon optimale. La position précise de toutes les parties du projet devra être conforme aux plans généraux de la construction.

Les plans ont pour objectif d'indiquer la disposition générale des installations. Ils montrent l'agencement des réseaux et l'emplacement des appareils, mais le maître d'Ouvrage ou le maître d'œuvre se réserve le droit de modifier ces emplacements, dans les limites raisonnables, en fonction des exigences de la construction, sans que cela entraîne des plus-values.

Si les exigences de la construction nécessitent une réorganisation de l'installation, l'entrepreneur devra, avant toute exécution, établir et soumettre des plans complets en trois exemplaires, précisant tous les détails de la nouvelle disposition, et obtenir une approbation écrite pour celle-ci. Les plans à l'échelle étant schématiques, ils excluent l'indication de tous les accessoires et détails supplémentaires qui pourraient être demandés.

L'entrepreneur devra examiner attentivement les plans d'architecture, de structure, et des autres corps d'état, ainsi que les documents écrits associés, afin de prendre en compte toutes les répercussions potentielles sur ses travaux et installations, et organiser ses fournitures en conséquence.

Toute non-concordance entre les différents plans, entre les plans et les documents écrits, ou encore entre les plans et l'exécution, devra être immédiatement signalée au maître d'œuvre pour une décision. L'entrepreneur se conformera à cette décision, sans demande de plus-value.

Note : Tout ce qui est indiqué dans les pièces écrites mais ne figure pas sur les plans, et vice versa, a la même valeur que si les indications étaient présentes sur les plans et pièces écrites.

8.8. REGLES GENERALES D'EXECUTION DES OUVRAGES

L'entreprise assume l'entière responsabilité des travaux et études qu'elle effectue, ainsi que des conséquences de la mise en œuvre de dispositifs brevetés. Elle livrera les installations complètes et en parfait état de fonctionnement.

La nomenclature des travaux énumérés dans le devis descriptif est énonciative et non limitative.

L'entreprise devra fournir, en complément des plans reçus, tous les croquis détaillés de montage et, en général, tous les éléments graphiques nécessaires, qu'ils concernent des modifications aux plans de base ou des détails d'exécution.

L'entreprise sera entièrement responsable des plans et des cotes qu'elle doit vérifier ou fournir elle-même.

Elle assurera également :

- la fourniture de tous les éléments de l'installation ;
- le transport jusqu'au chantier ;
- la mise en place ;
- les vérifications et les essais des matériels installés ;
- l'exécution, dans un délai d'un mois, des modifications ou remarques mentionnées dans les rapports de visites de chantier et de réception. Les remarques non exécutées dans ce délai seront considérées comme des travaux non terminés.

L'entreprise s'engage à remplacer ou à modifier, à ses frais, dans un délai d'un mois, toutes malfaçons constatées, tant sur le matériel que sur la réalisation des installations.

8.9. QUALITES DES MATERIAUX UTILISES

Indépendamment de leur conformité avec les spécifications des documents d'exécution, les matériaux et fournitures utilisés devront toujours être neufs, de type normalisé, de première qualité, et mis en œuvre avec le meilleur fini, conformément aux règles de l'art et aux bonnes pratiques de construction.

En l'absence de normalisation, les fournitures devront être de fabrication courante et de bonne qualité.

Les appareils devront être accompagné d'une estampille ou un certificat de qualité délivré par un organisme officiel, chaque fois qu'une telle qualification existe.

Les appareils devront être garantis par leur constructeur pour l'utilisation envisagée et agréés par les services publics ou par les sociétés concessionnaires lorsque ces organismes ont un droit de contrôle sur les installations du maître de l'ouvrage.

Les appareils devront être :

- livrés sur le chantier dans leurs emballages d'origine ;
- munis de leurs étiquettes d'origine ;
- présentés au maître d'œuvre avant l'ouverture des emballages, accompagnés de leur fiche technique.

8.10. COORDINATION, PLANIFICATION

L'entrepreneur désignera, dès l'ordre de service de début des travaux, un responsable des études et du chantier en charge des relations avec le maître d'œuvre. Ce responsable sera l'unique interlocuteur durant toute la durée du chantier.

Toutes les prestations devront être intégrées dans un planning général de réalisation, auquel les entreprises des différents lots devront se conformer impérativement.

L'entrepreneur devra anticiper toutes les sujétions nécessaires. En particulier, si certaines parties de son installation doivent être réalisées en dehors des heures et jours ouvrables, ces impératifs ne devront pas entraîner de supplément au marché.

Il est rappelé qu'en cas de contrôles en cours de chantier par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, toutes les observations portant sur des malfaçons ou de non-conformité par rapport aux règlements en vigueur devront être corrigées dans un délai d'un mois suivant les contrôles. Passé ce délai, les travaux seront considérés comme étant en retard par rapport à la planification.

8.11. MISE EN SERVICE, VERIFICATIONS ET RECEPTION

Pendant les travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant qualifié procédera aux opérations de contrôle en vue de la réception, en présence de l'entrepreneur ou de son représentant. Ces opérations ont pour but de vérifier la conformité de l'exécution avec les prescriptions des documents du marché.

Cette vérification portera sur :

- la qualité du matériel et de l'appareillage ;
- le respect des normes et des règlements.

Afin de prévenir les risques techniques dus à un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer, avant la réception, les essais et vérifications listés par les assureurs. Les résultats de ces vérifications devront être consignés dans des procès-verbaux, envoyés en deux exemplaires au maître d'œuvre. Ce dernier adressera un rapport au maître d'ouvrage avant la réception des travaux, indiquant ses avis sur les procès-verbaux.

8.12. INTERFACES

Il appartient à chaque entrepreneur de déterminer les limites de ses prestations et de gérer les interfaces entre chaque corps de métier ou section technique, en parfaite coordination avec les autres entreprises impliquées dans le projet.

8.13. GARANTIES

Tout appareil, installation ou équipement présentant des défauts au cours de la période de garantie, ne satisfaisant pas aux exigences ou étant inapte à remplir les conditions spécifiées dans le présent Cahier des Charges en raison de sa qualité ou de son fonctionnement, devra être immédiatement réparé ou remplacé par l'entrepreneur, à ses frais. Tous les raccordements et réglages seront compris dans ses prestations.

Tout appareil ou équipement jugé insatisfaisant ou défectueux pourra être maintenu en service, sur demande ou autorisation du maître d'ouvrage, jusqu'à ce qu'il puisse être retiré pour réparation, sans perturber le bon fonctionnement de l'installation. Les réparations et remplacements seront effectués au moment voulu, conformément aux instructions, et ce, sans frais supplémentaires pour le maître d'ouvrage.

Le fonctionnement, même partiel, des installations ne constitue en aucun cas la réception des travaux, même pour la partie mise en service.

La réception des travaux sera effectuée lorsque l'entrepreneur aura :

- réparé ou remplacé toutes les parties défectueuses ;
- effectué tous les réglages nécessaires de son installation ;
- prouvé que l'installation répond à toutes les exigences des plans et documents écrits ;
- fourni toutes les attestations demandées, sans plus-value pour le maître d'ouvrage.

8.13.1. Garantie des fournisseurs

Tout le matériel fourni par l'entrepreneur sera garanti contre tout vice de construction ou de matière. L'entrepreneur s'engage à fournir tout justificatif des garanties de ses fournisseurs pour les matériels qu'il met en œuvre.

8.13.2. Garantie de fonctionnement

L'installation sera garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans à compter de la date de réception.

Au cours de cette période, l'entrepreneur sera tenu de :

- réaliser les essais de puissance ;
- rectifier tous les défauts de fonctionnement éventuels, quelle qu'en soit la nature.

La réparation ou la fourniture de pièces pendant cette période ne peut avoir pour effet de prolonger la durée de la garantie, sauf pour la période nécessaire à l'approvisionnement des pièces.

Pour tout matériel fourni par l'entrepreneur, la garantie sera celle fixée par les normes en vigueur.

La garantie ne s'applique pas aux détériorations résultant de l'usure normale, de négligence, de défaut d'entretien ou de surveillance, d'une utilisation irrationnelle ou défectueuse, de cas de force majeure ou de cas fortuit, ni aux détériorations causées par des tiers.

8.13.3. Garantie d'exploitation

L'entrepreneur garantit que l'installation réalisée correspond à toutes les caractéristiques énoncées par sa proposition, ainsi qu'à celles précisées dans les documents d'exploitation. Il s'engage à mettre l'installation en état si l'exploitation révèle une non-conformité susceptible de nuire à la bonne économie du système ou au confort des usagers.

8.14. LIMITES DE PRESTATIONS

La section technique n°02 du lot 2 aura à sa charge la consignation de toute la zone de travail dès le début des travaux.

Lot n°1 Sections Techniques Prestation incluse à chaque section technique		Lot n°2 Sections Techniques Prestation incluse à chaque section technique	
ST N°01 "Gros œuvre " (Lot 1)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Démolition, dépose ; ▪ Ouverture et modification du bâti ; ▪ La réalisation des tableaux finis pour l'ensemble des menuiseries ; ▪ Les scellements, si nécessaire, des dispositifs de fixation ; ▪ La pose des huisseries de porte dans les murs maçonnés créés ; ▪ La mise en place des pattes et boulons pour la mise à la terre des huisseries et menuiseries métalliques ; ▪ La réalisation des réservations dans les murs et les planchers ; ▪ Carottage et percement au bon diamètre ; ▪ Création de baies. 	ST N°01 "électricité, protection incendie anti-intrusion" (Lot 2)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La fourniture et pose des câbles de terre ; ▪ La fourniture, la pose et l'incorporation de tous les fourreaux et canalisations intérieures ; ▪ Fourniture et mise en œuvre des alimentations électrique ; ▪ Position de tous les carottages et/ou diamètre des percements, via plan ; ▪ Mise en place d'un interrupteur de coupure.
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La fourniture, la pose, le calage et les calfeutrements des menuiseries ; ▪ Dépose, fourniture et pose de plafond suspendu ; ▪ La fourniture des huisseries de portes ; ▪ La fourniture et pose du plancher technique ; ▪ Les bavettes et les cornières de recouvrement de l'isolant mural autour des menuiseries ; ▪ Les scellements fixés par la ST01 (lot1) restera sous la responsabilité du présent titulaire. 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Installation de l'unité intérieur et extérieur ; ▪ Passage de gaine entre l'unité intérieur et extérieur ; ▪ Raccordement sur le tableau électrique.

9. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le titulaire du lot n°01 ST 01 – Gros œuvre, aura à sa charge les installations de chantier.

Elles comportent :

- l'exécution des branchements provisoires d'eau et d'électricité, leur distribution à différents points du chantier ;
- l'établissement des clôtures et signalisations de chantier ;
- l'établissement du panneau d'affichage du chantier ;
- les installations communes de sécurité et d'hygiène ;
- les installations d'éclairages du chantier (intérieur et périphérie).

Les dépenses d'entretien des installations mentionnées ci-dessus sont réputées incluses dans les prix.

9.1. INSTALLATION DES BARAQUEMENTS

L'installation des baraquements se fera en accord avec le représentant du maître d'œuvre. Ces installations seront définies lors de la réunion préalable organisée avant l'ouverture du chantier.

Ces installations seront conformes à l'article 8.4 du CCAP. En ce qui concerne les installations relatives à l'hygiène et la sécurité du chantier, l'entrepreneur (ainsi que ses sous-traitants) se référera au plan général de coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, joint au règlement de la consultation.

Ces installations seront mises à la disposition de toutes les entreprises (titulaires et sous-traitantes) et maintenues jusqu'à l'achèvement de l'opération, à la charge du titulaire.

9.2. PANNEAU DE CHANTIER

Fourniture et mise en place d'un panneau de chantier. L'implantation sera fixée par le maître d'œuvre.

Prescriptions :

- le panneau sera fixé solidement sur des poteaux métalliques scellés dans une semelle en béton ;
- l'écriture sera réalisée avec des couleurs sur fond blanc ;
- le format du panneau sera d'environ 2 m de haut pour 1,5 m de large.

10. REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions seront déterminées selon une fréquence et un horaire fixé par le maître d'œuvre. Elles se tiendront sur le site des travaux.

11. NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES

Le titulaire de chacun des lots sera responsable de la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception de l'ensemble. La protection devra tenir compte des interventions des autres corps d'état sur ou à proximité immédiate des ouvrages concernés.

En cours de chantier, les titulaires devront également s'assurer de la protection des surfaces livrées par d'autres corps d'état et susceptibles d'être tachées ou endommagées par les produits qu'ils mettent en œuvre.

Les protections suivantes seront assurées :

- sur les surfaces livrées susceptibles d'être tachées ou attaquées par les produits utilisés par l'entreprise réalisant les "Peintures" ;
- sur la menuiserie extérieure.

Durant chaque phase de travaux, chaque lot sera chargé de maintenir le plus propre possible sa zone de chantier.

Par le lot n°01 ST 01 – Gros œuvre, un nettoyage général sera effectué pour :

- les opérations préalables à la réception ;
- la réception finale.

Pour ces nettoyages, le titulaire du lot 01 devra :

- enlever et évacuer les protections mises en place ;
- nettoyer les ouvrages ou équipements protégés ;
- balayer et laver les locaux ;
- nettoyer tous les appareillages électriques et la quincaillerie des menuiseries ;
- nettoyer les abords.